

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/7140*
16 février 1966
ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE, EN DATE DU 6 FEVRIER 1966, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE CHARGE D'AFFAIRES A.I. DE LA GUINEE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, et me référant aux résolutions 2024 (XX) de
l'Assemblée générale et 217 (1965) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous
communiquer ci-joint le texte de la déclaration faite le 14 décembre 1965 par
le Président de la République de Guinée, S. E. Ahmed Sékou Touré, sur le problème
rhodésien.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer ledit texte comme
document officiel de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'Affaires a.i.
(Signé) M'BAYE Cheik Omar

* Egalement publié sous la cote A/6263.

DECLARATION DU GOUVERNEMENT GUINEEN SUR LE PROBLEME RHODESIEN
LE 14 DECEMBRE 1965

Le 25 mai 1963 est née à Addis-Abéba la première organisation authentiquement africaine, celle qui, légitimement et légalement peut, sur le plan international, agir au nom de toutes les nations africaines et assumer désormais la responsabilité de conduire l'histoire de notre continent vers des fins de plus grande liberté grâce à un développement économique à la fois rapide et harmonieux.

Depuis cette date à partir de laquelle nos peuples sont engagés collectivement dans la juste voie de leur émancipation totale, les puissances impérialistes, surprises par la vigueur de l'engagement de l'OUA à oeuvrer à la libération complète et à la réunification de l'Afrique sur la base de son originalité, de la solidarité et du progrès social, ne cessent d'ourdir toutes sortes de complots en vue de compromettre la réalisation des objectifs dynamiques affirmés dans la charte d'Addis-Abéba.

Les activités subversives, les remous intérieurs, les changements violents de régime suscités dans de nombreux pays africains relèvent directement de cette véritable offensive des puissances impérialistes contre la stabilité et l'évolution normale de nos pays.

Au même moment, l'Afrique enregistre de part et d'autre, d'éloquentes déclarations d'intentions pour une aide désintéressée mais dont le but réel est, une fois de plus, de l'intoxiquer en vue de l'amener à composer avec ses pires ennemis, ceux qui ne lui pardonneront jamais d'avoir reconquis sa souveraineté et proclamé sa détermination à assurer un développement indépendant reposant fondamentalement sur ses propres moyens humains et matériels.

En effet, hormis tout complexe, l'Afrique peut-elle vraiment lutter pour le rayonnement de sa personnalité et la sauvegarde de ses intérêts propres, tout en participant, avec ses anciens colonisateurs et sur les anciennes bases d'inégalité, au maintien du Commonwealth britannique et de la communauté française?

Non! La place des Etats africains ne peut plus être qu'au sein de l'OUA et au sein des organismes internationaux qui n'ont aucun rapport avec les anciennes structures impérialistes qui ont été imposées, à un moment donné, à nos peuples et dans le seul but de consacrer leur retard historique.

/...

Aujourd'hui, la position de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Rhodésie, celle du Portugal vis-à-vis de ses colonies comme celle de la France vis-à-vis de la Somalie soulignent clairement l'incompatibilité fondamentale qui existe entre les buts assignés à l'action de nos peuples par l'OUA et ceux que ces puissances coloniales poursuivent sur notre continent.

Les événements actuels démontrent, avec plus d'éloquence, que le Commonwealth, qu'il soit britannique ou français, ne peut reposer que sur la primauté des intérêts des anciennes métropoles.

La Rhodésie est un pays africain, dominé par la force et contre le gré de son peuple. Sa libération et son progrès ne peuvent résulter que de sa lutte conséquente, appuyée par les peuples frères d'Afrique.

Tous ceux qui font état de la responsabilité de la Grande-Bretagne dans le drame douloureux que connaît le peuple Zimbabwe mettent en évidence la part directe et déterminante prise par le Gouvernement britannique dans l'exécution des folles intentions de Ian Smith et de ses compagnons. En effet, ils ne sauraient faire croire à l'opinion internationale, et encore moins, à l'opinion africaine, que la liberté et le bonheur du peuple de Rhodésie ne relèveraient que de la seule action de ceux qui, contrairement à toute morale, lui ont imposé, par la supériorité de leurs moyens techniques, un mode de vie caractérisé par l'irresponsabilité, l'indignité et basé exclusivement sur l'exploitation et l'oppression.

Nous affirmons solennellement que seuls le peuple africain Zimbabwe et les Etats africains indépendants peuvent et doivent assumer la responsabilité d'une lutte devant mettre définitivement fin à la colonisation de la Rhodésie et déboucher sur son progrès social dans la liberté et la dignité retrouvées.

La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement africains tenue récemment à Accra a solennellement prévenu la Grande-Bretagne que si elle favorisait la proclamation unilatérale d'indépendance des 200 000 colons blancs, au détriment de la dignité et des droits des quatre millions d'Africains de la Rhodésie, les Etats africains, fidèles à la charte de l'OUA, n'hésiteraient pas à intervenir par tous les moyens pour la libération du peuple Zimbabwe, que la clique de Ian Smith voudrait vouer à l'esclavage perpétuel.

Aussi, cette attitude de fermeté dans la défense des intérêts supérieurs des peuples africains a été fidèlement observée par la session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OUA tenue à Addis-Abéba les 3, 4 et 5 décembre 1965.

Il est évident que le Gouvernement de la Grande-Bretagne, en faisant le sourd devant les cris d'indignation de l'opinion internationale et devant les mises en garde faites à lui, par les porte-parole autorisés de trente-six nations indépendantes d'Afrique, ne tend à exprimer que le mépris total dans lequel il tient les Gouvernements africains, qu'il considère très certainement comme des éléments plus aptes à la parole qu'à l'action, et encore réductibles dans leur volonté, quand celle-ci est en contradiction avec la sienne propre. Il est aussi évident que le Gouvernement britannique se fait fort du honteux précédent que représente la domination blanche en Afrique du Sud et dans le Sud-Ouest africain qui demeure encore une réalité contraire à la position unanime des peuples d'Afrique. L'on se souvient qu'à l'occasion de la prise du pouvoir par les colons racistes de l'Afrique du Sud, au détriment des populations autochtones de ce pays, leurs complices britanniques d'alors avaient, eux aussi, protesté de manière platonique en brandissant des mesures de coercition économique, mesures qui n'ont jamais été appliquées puisque le même pouvoir illégal se perpétue toujours avec aujourd'hui plus de violence que naguère. Veut-on aujourd'hui nous tromper en nous faisant croire à une opposition entre la politique africaine de la Grande-Bretagne et celle poursuivie par Ian Smith en Rhodésie?

Veut-on encore nous bander les yeux pour nous empêcher de voir la réalité cruelle qui porte en elle l'indignité et l'assujettissement de nos peuples? Ou veut-on enfin faire croire que l'OUA n'existe pas? Que nos gouvernements sont des organes domestiqués, corrompus, et par conséquent incapables d'interpréter avec clarté et efficacité les véritables intérêts de l'Afrique?

Non! ce temps, où prévalait exclusivement la prééminence des puissances coloniales et, avec elle, la primauté absolue des intérêts étrangers à nos peuples, est définitivement révolu.

L'Afrique d'aujourd'hui est majeure; elle a pris conscience de ce que l'histoire universelle ne doit plus se dérouler sans sa participation consciente et sans que son objet ne revête, pour l'ensemble des peuples du monde, la même signification de bonheur et de progrès.

Si la Grande-Bretagne entend volontairement oublier les sages leçons de son évolution nationale ainsi que celles de ses anciens rapports de suprématie à l'égard des pays américains, européens et asiatiques pour nier le caractère inéluctable du processus évolutif de l'Afrique vers sa totale émancipation, il reviendra aux Etats africains et singulièrement aux Etats qui se sont définitivement soustraits à toute influence étrangère de rappeler au Gouvernement britannique ces leçons du passé.

Si les gouvernements africains pouvaient tous mesurer la signification historique de l'application unanime par eux de la décision relative à la Rhodésie, il ne s'en trouverait aucun qui puisse se dérober au respect de sa parole et de son vote, respect qui devient pour la dignité de toute l'Afrique, une réelle exigence politique et morale.

Mais, si par malheur - par malheur pour eux-mêmes - certains hommes politiques d'Afrique arrivaient à trahir le sens de l'histoire et les intérêts supérieurs de l'Afrique en adoptant une attitude complaisante et complice à l'égard des ennemis de l'Afrique qui voudraient perpétuer le règne de la violence et de l'ignoble racisme en Rhodésie, nous sommes convaincus, quant à nous, que les peuples d'Afrique, tout comme les futures générations de notre continent, ne manqueraient pas de les entourer aujourd'hui comme demain de leur unanime mépris.

Nous sommes également convaincus que les habitués haut-parleurs du néo-colonialisme se livreraient à de vaines tentatives si leur but était d'empêcher ou de temporiser l'action de l'Afrique légitimement indignée par le crime perpétré en Rhodésie, les avocats-défenseurs des tristes associations du "Cavalier et du Cheval" que représentent, en fait, les constructions néo-colonialistes, qu'elles soient le Commonwealth britannique ou le Commonwealth français, ne sauraient plus tromper aucun Africain conscient des mille entraves dressées sur le chemin de l'émancipation africaine par les puissances coloniales.

Le délai imparti au Gouvernement britannique pour mettre fin à la scandaleuse situation créée en Rhodésie par les colons racistes prend fin aujourd'hui 14 décembre 1965 - à minuit.

Le 15 décembre, conformément aux décisions de l'OUA, doit enregistrer les actes de rupture de toutes relations diplomatiques entre les Etats africains et la Grande-Bretagne, au cas où celle-ci aurait choisi les Ian Smith contre toute l'Afrique en lutte pour un devenir meilleur.

Nous savons que des pressions de toutes sortes, voire des menaces ont été exercées sur les différents gouvernements africains en vue de contrecarrer l'application correcte des décisions de l'OUA.

Nous savons aussi, et surtout, que les peuples africains, toutes les nations du monde éprises de justice et de liberté, exigent des gouvernements africains une attitude conforme aux décisions de l'OUA, à la volonté de réhabilitation de l'Afrique dans l'exercice souverain et efficace de ses responsabilités historiques.

Le peuple de Guinée qui reste totalement et inconditionnellement engagé dans le grand combat pour l'indépendance de tous les peuples du monde, pour une coopération fraternelle sur une base égalitaire et pour la paix ne saurait être trahi par son gouvernement.

C'est pourquoi nous proclamons que le Gouvernement de la Grande-Bretagne, ayant, par son attitude objective, desservi la cause sacrée de la liberté africaine ne peut, jusqu'à nouvel ordre, entretenir des relations diplomatiques avec le Gouvernement de la République de Guinée.

En conséquence, l'Ambassade de Grande-Bretagne en République de Guinée est fermée pour compter du 15 décembre à zéro heure.

Aussi, les membres de cette mission diplomatique sont invités à cesser toute activité sur le territoire national de la République de Guinée.

**POUR LA LIBERTE ET L'UNITE DE LA PATRIE AFRICAINE EN MARCHÉ VERS SON PROGRES :
VIVE L'INDEPENDANCE DU PEUPLE ZIMBABWE!
VIVE L'OUA!**

AHMED SEKOU TOURE

